



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165 de Carillon, local 309, Québec (Québec), G1K 9E9

Téléphone: (418) 525-0040 Télécopieur: (418) 525-0740

www.pauvrete.qc.ca

Communiqué de presse

Pour diffusion immédiate

Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté Opposer la solidarité aux mensonges de l'austérité

Québec, le 17 octobre 2014 – En cette Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, le Collectif pour un Québec sans pauvreté dénonce l'appauvrissement que provoqueront les coupes prévues dans les programmes sociaux et les services publics, dont celles annoncées cette semaine, qui frappent des personnes qui tentent de se réinsérer en emploi. Le Collectif fait donc front avec d'autres coalitions québécoises afin de s'opposer aux mensonges entourant la politique d'austérité du gouvernement du Québec.

Même si le gouvernement du Québec se défend de vouloir diminuer l'accès aux services publics et de s'attaquer au revenu des plus vulnérables, les coalitions réunies aujourd'hui considèrent qu'il est plus nécessaire que jamais d'alerter les gens sur les impacts directs qu'auront les compressions sur leurs revenus et leur qualité de vie. « Aujourd'hui, des mouvements sociaux québécois prennent ensemble la parole pour affirmer leur refus des politiques d'austérité imposées par le gouvernement du Québec. Parce que face à l'austérité, non seulement les pauvres restent pauvres, mais la classe moyenne s'appauvrit. L'État québécois a encore les moyens de financer les programmes sociaux, c'est une question de volonté politique » de résumer Serge Petitclerc, porte-parole du Collectif pour un Québec sans pauvreté.

Pour Carole Dubé, de l'Alliance sociale, « il s'agit d'une attaque en règle contre le modèle de société que les Québécoises ont construit depuis les années 1960. Un modèle reconnu partout en Amérique du Nord comme favorisant plus d'égalité et de justice sociale. Le Québec n'a pas à être une province comme les autres sous le mensonge qu'on n'a plus les moyens de nos ambitions. Cela est d'autant plus déplorable que, ce que le gouvernement s'apprête à faire, c'est de détruire des programmes et des services qui fonctionnent bien. »

Dans un même élan, Alexa Conradi, de la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes, affirme que « la politique familiale québécoise fait l'envie des femmes partout au Canada. Pourquoi? Tout simplement parce que nous avons su, au cours des années, mettre en place une série de lois, de programmes et de services qui se combinent pour améliorer sensiblement les conditions de vie des femmes, notamment des plus pauvres. Couper ici et là, au nom du déficit zéro, aura des conséquences dramatiques. Dire le contraire, c'est tout simplement mentir! »

Kim De Baene, de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, souligne quant à elle que « le gouvernement pourrait augmenter les montants de la colonne des revenus plutôt que de ne penser qu'à couper. À ce sujet, la Coalition propose 10 milliards \$ de solutions fiscales pour renflouer les coffres de l'État tout en préservant les services publics et les programmes sociaux. Par exemple, en rétablissant la taxe sur le capital pour les entreprises financières, nous pourrions récolter 600 millions \$; en éliminant les mesures

permettant aux entreprises de reporter leurs impôts ou de bénéficier de congés fiscaux, nous irions chercher plus de 800 millions \$ ».

Pour Joan Tremblay, présidente du Collectif pour un Québec sans pauvreté, le 17 octobre n'est pas une journée ordinaire. « Aujourd'hui, 17 octobre 2014, dans plusieurs coins du monde on souligne la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté. Et un peu partout au Québec, nous nous rassemblons, indignés du fait que 842 000 Québécoises et Québécois ne couvrent pas leurs besoins de base. Aujourd'hui, nous nous rassemblons pour répéter *encore une fois* que la pauvreté est un déni des droits humains. Nous dénonçons haut et fort que des gens voient leurs droits et leur dignité bafoués. Aujourd'hui, en mon nom et au nom d'une personne sur dix au Québec, j'accuse l'injustice de régner. »

Pour le Collectif, c'est de solidarité dont le Québec a besoin, pas de fables à propos des soi-disant bienfaits de l'austérité. « Soyons clair, ce ne sont pas les plus fortunés qui vont payer pour cette délirante vague de compressions – ce sont les gens de la classe moyenne et les personnes en situation de pauvreté. Il est encore temps de mettre fin à cette folie et d'avancer ensemble vers un Québec sans pauvreté, égalitaire et riche de tout son monde. Que le gouvernement se le tienne pour dit : nous ne nous laisserons pas plumer sans lutter! » de conclure M. Petitclerc.

— 30 —

Renseignements : François Fournier
Cellulaire : 418-564-6038
Courriel : françois@pauvrete.qc.ca.
Site Internet : www.pauvrete.qc.ca